



14.069

**Weiterentwicklung der Armee.
Änderung der Rechtsgrundlagen****Développement de l'armée.
Modification des bases légales***Fortsetzung – Suite***CHRONOLOGIE**

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.03.15 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.03.15 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.15 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.15 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.15 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.15 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 07.09.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.12.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 07.03.16 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.03.16 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.03.16 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Romano Marco (CE, TI), per la commissione: Dopo i vari interventi riguardo l'entrata in materia forse ancora tre precisazioni:

Premièrèment, regardons la question financière: la commission n'a rien inventé, cela a été plusieurs fois confirmé par le Parlement. Une somme d'au moins 5 milliards de francs a été ajoutée. C'est une décision qui a été prise par le Parlement. C'est aussi une question relative à la capacité de planifier et de donner les moyens nécessaires à l'armée pour agir dans les prochaines années. Nous vous invitons donc à confirmer ce que l'on a déjà plusieurs fois décidé ici ainsi qu'au Conseil des Etats.

La deuxième chose, relative à l'effectif de l'armée – il est question de 100 000 hommes – est liée à la question financière. Avec 5 milliards de francs, on peut disposer d'une armée de 100 000 personnes. Tout cela est lié et c'est logique. Il faut planifier avec des moyens financiers qui permettent d'engager 100 000 personnes dans l'armée. Avec 100 000 personnes et 5 milliards de francs, on peut garantir une armée complètement équipée, capable de mobiliser 35 000 hommes dans un délai de dix jours.

Infine ancora una questione relativa agli elementi emersi soprattutto dagli interventi della sinistra relativi al sostegno alle autorità civili e al sostegno in caso di catastrofe. La tematica è stata discussa in commissione. Non c'è nessuna maggioranza che intende stralciare questo importante ruolo sussidiario dell'esercito. È stato ben detto, con l'esercito disponiamo di una riserva strategica a disposizione delle autorità civili in momenti non pianificabili ma anche in momenti pianificabili. Pensiamo ai numerosi grandi eventi che senza l'esercito non potrebbero essere realizzati. Sono eventi di carattere nazionale ed internazionale dove le forze civili non sono in grado di garantire quanto l'esercito riesce a garantire, impiegando molti uomini che in pochissimo tempo sono capaci di realizzare strutture e infrastrutture, per garantire servizi che non sarebbero in altro modo garantibili. Questo è quanto è stato fatto e realizzato dall'esercito negli ultimi anni. Non è controverso e vuole essere confermato nei prossimi anni. Non va neanche contrapposto all'altro importante impiego dell'esercito, sancito anche nella Costituzione, che è quello della promozione della pace all'estero. Gli interventi a sostegno delle autorità civili nel Paese non sono in contrapposizione agli impegni dell'esercito a livello di promozione della pace all'estero, sono missioni date all'esercito che andranno garantite anche nei prossimi anni a seguito di questo riforma.

Hurter Thomas (V, SH), für die Kommission: Lassen Sie mich bitte nochmals drei Punkte ansprechen und sie Revue passieren lassen:

1. Ich bin etwas erstaunt über die Äusserungen bezüglich des Einsatzes der Armee zugunsten der Zivilbevölkerung. Das war in der Kommission eigentlich nicht bestritten. Wir haben dort nur immer über dieses Thema





gesprächen, wenn es um Spitzenbelastungen ging. Ich bitte Sie daher, bei der Kommissionsmeinung zu bleiben.

AB 2015 N 1209 / BO 2015 N 1209

Erlauben Sie mir noch, auf die Finanzen einzugehen. Die Kommission – und ich richte das hier an die Adresse der Bürgerlichen, die auch Minderheitsanträge eingereicht haben – will die Planbarkeit für die Armee in der Zukunft sicherstellen. Die Kommission hat die Festschreibung des entsprechenden Betrags im Gesetz mit 20 zu 3 Stimmen beschlossen. Es geht darum, gegenüber dem Bundesrat ein klares Signal bezüglich der Finanzen und der Planbarkeit zu setzen. Wenn wir hier wieder damit beginnen, Spiele zu spielen, sind wir dort, wo wir vor Jahren schon waren. Der Bundesrat hat es hier gesagt, weshalb diese Mängel entstanden sind: Diese sind entstanden, weil wir die Armee über die Finanzen gesteuert haben. Ich bitte Sie daher, bei den Anträgen der Kommissionsmehrheit zu bleiben und damit die Finanzen zu sprechen und auch festzulegen.

2. Eine Bemerkung zu Finanzen und Bestand: Ich habe Ihnen das ja schon vorhin erläutert; das gehört unmittelbar zusammen. Bitte berücksichtigen Sie auch das.

3. Eine letzte Bemerkung zum Thema Cyber, das hier erwähnt wurde: Die Kommission hat mit 23 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung beschlossen, die Rolle der Armee bezüglich Cyber zu definieren, zu verbessern, zu präzisieren. Das Thema Cyber ist aufgenommen worden. Wenn jemand etwas anderes behauptet, dann stimmt das so einfach nicht. Die Frage bezieht sich auf die Umsetzung hinsichtlich der Finanzen. Da spüren Sie den Aufruf, denn auch zum Bereich Cyber müssen dann die entsprechenden Mittel gesprochen werden.

Le président (Rossini Stéphane, président): L'objet contient cinq projets. Si la minorité Trede devait l'emporter, cela signifie que le conseil n'entre pas en matière sur les cinq projets. Si la majorité l'emporte, le vote vaut pour les projets 1 à 4. Au projet 5, il y a en effet une proposition séparée de non-entrée en matière de la minorité Fischer Roland. Nous discuterons cette dernière proposition et la soumettrons au vote dans le bloc 2. Nous votons maintenant sur la proposition de non-entrée en matière de la minorité Trede.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12139)

Für Eintreten ... 157 Stimmen

Dagegen ... 23 Stimmen

(1 Enthaltung)

Detailberatung – Discussion par article

1. Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung

1. Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire

Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Ingress; Ersatz von Ausdrücken

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule; ch. I introduction; préambule; remplacement d'expressions

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Le président (Rossini Stéphane, président): La discussion par article a été divisée en trois blocs, la composition de ceux-ci vous a été distribuée avec les indications utiles pour le déroulement des débats.

Block 1 – Bloc 1



Fridez Pierre-Alain (S, JU): J'ai déposé trois propositions de minorité au bloc 1. Tout d'abord, à l'article 9, je propose de limiter, dans tous les cas, à 25 ans l'âge du recrutement, plus précisément à la fin de l'année au cours de laquelle les conscrits atteignent l'âge de 24 ans. Selon le texte qui nous est proposé, le Conseil fédéral peut prévoir un recrutement ultérieur, si les services d'instruction obligatoires peuvent encore être accomplis dans les limites d'âge habituelles. Le droit en vigueur prévoit, en règle générale, l'âge limite de 30 ans si tous les cours sont réalisés. Avec cinq ou six cours de répétition – nous en déciderons plus tard –, la majorité des recrues, qui auront réalisé leur école de recrues vers 20 ans, auront accompli toutes leurs obligations militaires vers 26 ou 27 ans. C'est justement à cet âge que les nouvelles recrues dont il est question ici commenceraient leur pensum. Or c'est un âge où l'on s'installe dans la vie, où l'on fait des enfants et où se profilent les premiers défis professionnels.

Le recrutement ultérieur ne concernerait que peu de cas et, vu la réduction programmée du nombre de soldats, elle me paraît sans objet, inutile. Heureusement que le Conseil des Etats a subordonné l'augmentation de l'âge du recrutement au consentement explicite des personnes concernées.

Je vous propose de biffer l'article 9 alinéa 3.

A l'article 18 figure la liste des personnes exerçant une activité jugée indispensable, dans tous les cas très utile pour la société – par exemple dans les secteurs de la santé, du sauvetage, de la police, des services publics – et qui, à ce titre, sont exemptées du service militaire.

Je vous propose d'ajouter à cette liste les personnes engagées au service de la coopération internationale à l'étranger. Certains penseront que cette proposition est inutile. Elle ne l'est pas si l'on imagine une volonté déterminée de notre pays de s'engager à l'étranger, dans le tiers monde, en faveur de la paix, de l'aide au développement, de l'accès à l'eau potable et pour lutter contre la faim, la pauvreté et les maladies. Pour s'engager en faveur de tels objectifs, fondamentaux à mes yeux, certains de nos compatriotes devront s'expatrier durant de longues périodes, et ces personnes pourraient se trouver dans l'impossibilité de participer à plusieurs cours de répétition de suite. Elles pourraient sans doute simplement demander un congé, mais les ajouter à cette liste et les libérer de cours de répétition pour la durée de tels engagements correspondrait à une reconnaissance étatique de leur mission, qui serait ainsi considérée comme une contribution objective à la promotion de la paix, l'une des missions constitutionnelles de notre armée. Fournir un cadre à l'amélioration des conditions de vie là-bas constitue un moyen fondamental pour enraciner la paix dans le monde et ainsi réduire les migrations.

La dernière proposition de minorité concerne l'article 51 alinéa 1. Je propose d'ajouter les termes "en principe" au corps de phrase. Ainsi, la formulation serait la suivante: "Les personnes astreintes au service militaire accomplissent des cours de répétition en principe chaque année." Effectuer cinq à six cours de répétition en neuf ou dix ans ne correspond pas à la réalisation d'un cours de répétition par année. Ajouter les termes "en principe" permet simplement d'augmenter la marge de manoeuvre des uns et des autres afin de mieux coller à la réalité.

Je vous remercie de soutenir ces propositions de minorité.

Rusconi Pierre (V, TI): Monsieur Fridez, l'âge moyen à la fin des études a augmenté, les jeunes étudiant beaucoup plus longtemps. Le fait d'abaisser la limite d'âge de 30 ans à 25 ans ne risque-t-il pas de créer des problèmes?

Fridez Pierre-Alain (S, JU): La question ne concerne pas cette disposition, puisqu'il s'agit de l'âge auquel on participe au recrutement. Toutefois, tout un chacun, même s'il poursuit des études, peut passer le recrutement à 19, 20 ou 21 ans, et s'organiser après pour faire son école de recrues. Selon la proposition de la majorité, le recrutement pourrait

AB 2015 N 1210 / BO 2015 N 1210

être reporté au-delà de l'âge de 25 ans, ce qui me paraît aberrant.

Allemann Evi (S, BE): Ich vertrete nur eine Minderheit in diesem Block. Ihr Antrag betrifft Artikel 13 Absatz 1 und damit die Dauer der Militärdienstpflicht für Angehörige der Mannschaft und für Unteroffiziere.

Wir wissen alle, dass es einen inneren Zusammenhang zwischen der WK-Dauer, der Anzahl Diensttage und der gesamten Dauer der Militärdienstpflicht gibt. Das Reformprojekt "Weiterentwicklung der Armee" wurde vom Bundesrat und auch vom Ständerat auf die Reduktion der Anzahl Diensttage auf 5 Millionen pro Jahr ausgerichtet. In einem Zusatzbericht, den die SiK des Ständerates bestellt hatte, werden verschiedene Varianten geprüft, wie man auf diese 5 Millionen Diensttage kommen kann, wie lange die WK-Dauer sein muss, wie lange die Militärdienstpflicht insgesamt sein muss. Dort wurde immer von neun Jahren gesprochen, im Gesetz



werden aber zwölf Jahre festgeschrieben. Uns dünkt diese Höchstdauer zu grosszügig. Wir würden sie gerne an das anpassen, was effektiv zu erwarten ist. Es wird mehrfach gesagt, auch in der Botschaft, dass aufgrund der zu erwartenden Bestandeszahlen die Armeeangehörigen in der Regel neun Jahre eingeteilt sein werden. Deshalb möchten wir diese neun Jahre auch ins Gesetz schreiben und sie nicht nur in der Verordnung haben, wie es uns angekündigt wurde.

Besten Dank für die Unterstützung des Antrages der Minderheit I.

Fischer Roland (GL, LU): Ich vertrete mehrere Minderheitsanträge in diesem Block, die ich versuche darzulegen.

Zuerst zu Artikel 25 bzw. 63: Hier geht es um die ausserdienstliche Schiesspflicht. Mit meiner Minderheit beantrage ich Ihnen, diese aufzuheben. Das obligatorische Schiessen macht aus militärischer Sicht heute keinen Sinn mehr. Heute wird der Soldat nach seiner Rekrutenschule zu jährlichen Wiederholungskursen einberufen. Auch in der Zukunft wird es so sein, dass fast jedes Jahr ein WK geleistet werden soll, und viele leisten ja den Dienst als Durchdiener. Mit dreissig Jahren sind die meisten Angehörigen der Armee nicht mehr dienstpflchtig. Dann macht es vor diesem Hintergrund keinen Sinn mehr, dass man noch jährlich das obligatorische Schiessen absolvieren muss. Diese Ausbildung kann man viel effizienter zu Beginn eines WK machen.

Auch von der Art der Ausbildung her ergibt das eigentlich keinen grossen Sinn mehr. Der Rekrut lernt in der Rekrutenschule die Handhabung der Waffe im Drill. Das ist auch gut so, denn die Waffe muss beherrscht werden. Das obligatorische Schiessen erfolgt jedoch ganz anders: Man gibt lediglich innert kurzer Zeit zwanzig Schuss ab und ist dann schnell wieder aus dem Schiessstand heraus. Da kann man nicht sagen, dass mit diesem Ausbildungsteil eine effektive Ausbildung betrieben würde. Hinzu kommt natürlich noch der finanzielle Aufwand. Wir haben auch im Jahr 2014 die Summe von 9 Millionen Franken für das ausserdienstliche Schiesswesen ausgegeben. Das ist viel Geld, wenn man bedenkt, dass der Nutzen relativ klein ist. Vor dem Hintergrund der knappen Finanzen der Armee kann man diese finanziellen Mittel sinnvoller einsetzen.

Nun komme ich zu einem grossen Minderheitsantrag in dem Sinne, dass er sehr viele Artikel umfasst. Es ist das Konzept der Durchdienerarmee, das wir Ihnen hiermit beantragen. Der Hauptteil dieses Antrages der Minderheit II beginnt bei Artikel 49. Das Konzept sieht vor, dass neu sämtliche Armeeangehörigen ihren Dienst am Stück absolvieren. Allerdings ist das Dienstleistungskonzept anders als bei den Durchdienern heute. Es ist so angepasst, dass es auch wirklich für die ganze Armee funktioniert, das heisst auch für die Kader.

Die Rekruten machen gemäss diesem Konzept eine Grund- und Verbandsausbildung, die sechs Monate dauert, das heisst also etwa rund 25 Wochen. Dort lernen sie dasselbe wie heute in der Rekrutenschule, aber noch mehr. Nicht nur die Grundausbildung wird in diesen sechs Monaten vollzogen, sondern eben auch eine intensive Verbandsausbildung. Die Soldaten sind dann also deutlich besser ausgebildet, als sie das heute nach der Rekrutenschule sind. Dann kommen sie in eine sogenannte Aktivreserve. Diese dauert sechs Monate und kann innert Stunden aufgeboden werden. Das hat dann auch entsprechende Konsequenzen für die Logistik. Wichtig ist aber, dass eigentlich ein halber Jahrgang von Militärdienstpflichtigen stets innert Stunden einsatzbereit ist; das sind gemäss den heutigen Zahlen rund 11 000 Soldaten. Das heisst, wenn irgendetwas passiert oder wenn auch beispielsweise länger vorausgeplant eine Konferenz geschützt werden muss, dann sind 11 000 Soldaten rasch verfügbar. Danach kommt man in die Reserve, die drei Jahre dauert. Die Reserve bleibt vollständig ausgerüstet, das Material ist eingelagert. Nach drei Jahren, wenn diese Soldaten aus der Reserve austreten und ihre Dienstpflicht erfüllt haben, stehen die Geräte und Fahrzeuge wieder den neuen Rekruten zur Verfügung. Die Reserve kann innert Tagen aufgeboden werden.

Vielfach wurde diskutiert, ob dann dieses Konzept überhaupt noch mit dem Milizprinzip vereinbar sei. Wir sind der vollen Überzeugung, dass das so ist. Das Konzept sieht nämlich vor, dass die angehenden Korporale, Fouriere, Feldweibel und Leutnants nach drei, vier Monaten Grund- und Verbandsausbildung eine entsprechende Weiterbildung, eine Kaderausbildung machen und dass sie dann den Grad in einer vollständigen Grund- und Verbandsausbildung abverdienen müssen. Das heisst also auch, dass das Kader in diesem Modell ein Milizkader ist.

Welches sind die Vorteile dieses Modells? Wir sind zum einen der Überzeugung, dass wir durch dieses Modell eine höhere Sicherheit erlangen, als dies beim heutigen Modell der Fall ist. Man hat stets eine sehr gut ausgebildete, rund 10 000 Mann starke Truppe für schnelle Einsätze zur Verfügung. Die Armee soll ja flexibler, agiler werden. Dieses Konzept entspricht genau diesem Grundsatz.

Ausserdem gibt es weniger Ausbildungsverluste durch Vergessen des Stoffs. Das ist ein Problem, das man natürlich bei den jährlichen WK jeweils hat, denn man geht nach drei Wochen wieder ins zivile Leben über. Wenn man dann ein, zwei Jahre später wieder in den WK kommt, hat man sehr vieles schon wieder vergessen



und fängt in der Ausbildung wieder weit unten an.

Gleichzeitig sind die Kosten geringer: Die aufwendige Logistik der WK entfällt, der bürokratische Aufwand ist geringer, die Mittel werden also deutlich effizienter eingesetzt.

Das Konzept ist auch deutlich wirtschaftsfreundlicher, und das ist ja gerade in der heutigen Zeit, in der wir die Wirtschaft stärken müssen, in der die Wirtschaft viel flexibler auf Veränderungen reagieren muss, ein sehr wichtiger Punkt. Kader und Soldaten fehlen nicht mehr im Betrieb, was vor allem den kleinen und mittleren Unternehmen nützt. Ein Studium kann unter Umständen viel schneller absolviert werden, und die Kader fehlen nicht wegen Armee-Einsätzen am Arbeitsplatz.

Eine solche Armee ist auch deutlich besser an die heutigen gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Entwicklungen angepasst; ich denke insbesondere auch an die gesellschaftlichen Fragen: Heute hat man vermehrt flexible Familienmodelle, auch die Männer spielen in der Kinderbetreuung eine Rolle, es gibt neue Arbeitszeitmodelle, die häufig mit dem WK-Modell im Konflikt stehen.

Wenn Sie diesem Konzept allenfalls nicht zustimmen können, bitte ich Sie, bei Artikel 54a meinem Antrag der Minderheit I zu folgen. Mit diesem Antrag soll der Höchstanteil an Durchdienern aufgehoben werden. Heute ist es so, dass der Höchstanteil der Durchdiener an den Stellungspflichtigen 15 Prozent beträgt. Wir wollen diesen Höchstanteil aufheben, sodass man in Zukunft die Zahl der Durchdiener zumindest flexibler erhöhen kann. Durchdienerformationen sind ja heute bekanntlich die einzigen Formationen, die neben den Berufsleuten schnell, das heisst innert Stunden, aufgeboden und eingesetzt werden können.

Mein letzter Antrag in diesem Block, der Antrag der Minderheit II, betrifft Artikel 51 Absatz 2. Da geht es um die Anzahl

AB 2015 N 1211 / BO 2015 N 1211

der WK. Ich darf Sie daran erinnern: Der Bundesrat hatte sechs WK von je zwei Wochen vorgeschlagen, der Ständerat fünf WK von je drei Wochen, die Mehrheit will die Anzahl auf sechs WK von je drei Wochen erhöhen. Ich bitte Sie mit dem Antrag meiner Minderheit II, dem Ständerat zu folgen, das heisst, die Ausbildung auf fünf WK von je drei Wochen zu beschränken. Das genügt aus unserer Sicht, zumal ein zusätzlicher WK auch mit höheren Kosten verbunden ist und das finanzielle Mittel sind, die dann beim Material fehlen.

Ich bitte Sie, im Sinne einer modernen, flexiblen und schlagkräftigen, aber auch finanzierbaren Armee meine Minderheitsanträge zu unterstützen.

Fehr Hans (V, ZH): Geschätzter Kollege Fischer, bei allem Respekt: Wie kommt ein Offizier dazu, in aller Öffentlichkeit derart weltfremde Konzepte zu präsentieren?

Fischer Roland (GL, LU): Herr Kollege Fehr, das Konzept, das ich jetzt präsentiert habe, ist kein weltfremdes Konzept; es organisiert die Ausbildung der Armee einfach etwas anders. Ich darf Sie übrigens daran erinnern oder Sie darauf hinweisen, wenn Sie es noch nicht gesehen haben: Dieses Konzept wurde im Rahmen einer Bachelor-Arbeit an der ETH Zürich erarbeitet.

Büchler Jakob (CE, SG): Herr Kollege Fischer, über die Erhöhung der Anzahl Durchdienertruppen haben wir in der Kommission schon öfter diskutiert. Aber der Antrag Ihrer Minderheit kommt mir vor, als müsste die Militärdienstzeit so schnell wie möglich absolviert werden können, damit sie dann vorbei ist. Ich habe diesen Eindruck. Sehen Sie das anders?

Fischer Roland (GL, LU): Es ist natürlich so, dass die Militärdienstpflicht schneller vorüber ist, wenn man den Militärdienst am Stück leistet. Aber es geht ja nicht grundsätzlich um das Kriterium, wie lange die Militärdienstpflicht geht. Vielmehr muss die Grundsatzfrage sein, was für die Sicherheit der Schweiz in der heutigen Zeit, im heutigen Umfeld die beste Lösung ist. Ich bin überzeugt, dass wir mit einem solchen Modell ein deutlich höheres Mass an Sicherheit gewinnen als mit dem heutigen WK-Modell.

Winkler Rudolf (BD, ZH): Wenn ich ans Berufsleben denke, muss ich sagen, dass es immer heisst, wenn sich ein Zwanzig- oder Einundzwanzigjähriger bewirbt: "Erfahrung, Erfahrung, Erfahrung – wo haben Sie Erfahrung?" Jetzt wollen Sie die Armee so aufstellen, dass die Sicherheit nur noch von Leuten Anfang zwanzig gewährleistet wird. Halten Sie das wirklich für sinnvoll?

Fischer Roland (GL, LU): Ja, ich denke, man darf die Fähigkeiten und Kompetenzen der jungen Leute von heute nicht unterschätzen. Ich bin überzeugt, dass diese jungen Menschen ebenso fähig sind, die Sicherheit der Schweiz zu garantieren, wie das dreissigjährige Personen auch sind.



Amstutz Adrian (V, BE): Geschätzter Kollege, was halten Sie dann von der Aussage, dass Erfahrung eben doch etwas bringt und dass im Ernstfall zum Beispiel ein Familienvater wahrscheinlich mit einer anderen Motivation kämpft als ein Zwanzigjähriger?

Fischer Roland (GL, LU): Herr Kollege Amstutz, ich glaube, das kommt auf die jeweiligen persönlichen Verhältnisse an. Wir dürfen nicht vergessen: Auch das Konzept, wie es uns der Bundesrat unterbreitet, beruht letztendlich vor allem darauf, dass junge Menschen in der Armee Dienst leisten. Es ist nicht so, dass wie früher bis ins Alter von 40 oder 50 Jahren Dienst geleistet wird. Für die meisten Dienstpflichtigen ist die Dienstpflicht, wenn sie diese fünf Wiederholungskurse gerade nach der Rekrutenschule absolvieren, mit 26 Jahren vorbei.

Voruz Eric (S, VD): Ma proposition de minorité à l'article 44 alinéa 3 concerne une question pratique et financière. En effet, à l'article 44 alinéa 1, le projet du Conseil fédéral prévoit la disposition suivante: "Les militaires peuvent être autorisés à effectuer des services d'instruction volontaires si l'armée en a besoin." Qu'implique la formulation "les militaires peuvent ... si l'armée en a besoin"? "Si l'armée en a besoin" signifie qu'elle engagera des volontaires, qu'il faudra bien payer pendant leur période de service par les allocations pour perte de gain. Or les assurances sociales font l'objet de nombreuses discussions. Il est dit qu'elles perdent de l'argent. C'est la raison pour laquelle ma proposition de minorité a justement pour objectif que l'armée, en cas de besoin de services volontaires, consulte d'abord l'Office fédéral des assurances sociales pour savoir si les allocations pour perte de gain peuvent payer ces services lorsqu'il y a une forte demande. Il me paraît important que ma proposition de minorité soit acceptée. Il s'agit d'une proposition intelligente, qui touche à des services générant des frais. J'espère que le conseil l'acceptera.

Graf-Litscher Edith (S, TG): Bei meinem Minderheitsantrag geht es um die Abgrenzung der Tätigkeit der Armee gegenüber den KMU in der Schweiz. Die Armee leistet eine wertvolle Unterstützung für zivile Grossanlässe wie z. B. letztes Jahr am Eidgenössischen Schwingfest, an Skirennen und bei weiteren eidgenössischen Sportanlässen sowie kulturellen Anlässen. Es kann aber nicht sein, dass das lokale Gewerbe konkurrenziert wird, indem die Armee Aufgaben übernimmt, die der Arbeitsmarkt übernehmen könnte.

Der Bundesrat hat den Handlungsbedarf erkannt. Er hat auch angesichts des Skandals bezüglich der Erwerbsersatzordnung Massnahmen ergriffen und die Verordnung angepasst. Er umschreibt in der vorliegenden Botschaft, was die Armee tun darf und was nicht. Was er noch nicht explizit sagt, ist, dass der private Arbeitsmarkt nicht gefährdet werden darf. Deshalb möchte ich in Artikel 52 Absatz 3 Buchstabe a die Ergänzung "über den Arbeitsmarkt", damit das lokale Gewerbe nicht konkurrenziert wird und keine Arbeitsplätze gefährdet werden.

Die Verordnung besagt zwar schon, dass die zivilen Unternehmen nicht übermässig konkurrenziert werden dürfen. Aber was heisst "übermässig konkurrenziert"? Da haben wir einen grossen Spielraum. Mein Antrag würde in diesem Bereich Klarheit schaffen. Gerade in der heutigen Zeit, angesichts der Frankenstärke und der schwierigen Aufgabe, die Arbeitsplätze in der Schweiz zu erhalten, denke ich, dass es wichtig wäre, hier ein klares Zeichen zu setzen, dass die Armee wohl zur Ausbildung und zum Üben der Armeeangehörigen in diesen Bereichen tätig sein darf, dass aber die Tätigkeit dort aufhört, wo sie KMU und Arbeitsplätze in der Schweiz konkurrenziert.

Deshalb bitte ich Sie, meine Minderheit zu unterstützen.

Le président (Rossini Stéphane, président): Je donne la parole à Madame Trede pour développer sa proposition de minorité. Madame Trede s'exprime aussi pour le groupe des Verts.

Trede Aline (G, BE): Der Antrag meiner Minderheit betrifft Artikel 52 Absatz 6. Artikel 52 regelt die militärischen Mittel, die für zivile oder ausserdienstliche Tätigkeiten im Inland zur Verfügung stehen. Absatz 6 Buchstabe a sieht vor, dass in bestimmten Ausnahmefällen ein Kostenerlass erfolgen kann. Ich möchte, dass dieser Buchstabe a gestrichen wird. Das heisst, wenn die Armee im Einsatz ist oder eben zivile Organisatoren unterstützt, müssen zumindest die Kosten für diesen Einsatz getragen werden.

Man hat mir erklärt, dass es eben oftmals der Fall ist – wie vorhin auch Edith Graf-Litscher gesagt hat –, dass die Unterstützung durch die Armee bei sehr grossen Anlässen wie Eidgenössischen Schwingfesten oder Skirennen wichtig sei, weil das auch gegen aussen getragen werde und für die Schweiz wichtig sei. Das sehe ich auch. Ich denke aber,



dass es sehr viele andere, auch grosse Anlässe gibt, die für die Schweiz und ebenfalls für das Image der Schweiz wichtig sind, die ohne diese Einsätze der Armee auskommen und auch die Kosten durch ihre Organisation tragen. Deshalb müssen zumindest die Kosten dieser zivilen Einsätze vollumfänglich getragen werden, und somit bitte ich Sie, diesen Streichungsantrag anzunehmen.

Ich möchte kurz auf die drei Minderheitsanträge Fischer Roland eingehen. Wir werden alle drei unterstützen. Zur Schiesspflicht gemäss Artikel 25 Absatz 1 Buchstabe c wurde ja sehr detailliert ausgeführt, dass es eben reicht, dass das während der militärischen Ausbildung geübt und trainiert wird. Diese Schiesspflicht kann deshalb aus dem Gesetz gestrichen werden. Das wäre eine Sparmassnahme, die auch nicht wehtut.

Auch den zweiten Minderheitsantrag Fischer Roland, den Antrag zu Artikel 54a Absatz 3 für die Durchdienerarmee, werden wir im Sinne einer modernen Gesellschafts- und Wirtschaftspolitik unterstützen. Ich denke, auch hier hat Herr Fischer sehr ausführlich erklärt, was er möchte, und wir unterstützen das.

Wir werden auch den dritten Minderheitsantrag Fischer Roland, den Antrag zu Artikel 51 Absatz 2 für fünf dreiwöchige Wiederholungskurse gemäss Ständerat, unterstützen, auch aus finanzpolitischer Sicht. Schlussendlich ist das bereits ein Kompromiss und geht ein bisschen weiter, als der Bundesrat das möchte.

Ich kann kurz zum ganzen Block 1 sagen, dass wir alle Minderheiten ausser die Minderheit II (Fehr Hans) bei Artikel 54a Absatz 4 unterstützen werden, aber das haben Sie ja so erwartet.

Daher bitte ich Sie, entsprechend auch die Minderheitsanträge der Vorredner und Vorrednerinnen zu unterstützen.

Fehr Hans (V, ZH): Ich bin sehr traurig, dass Frau Trede ausgerechnet meinen Minderheitsantrag nicht unterstützen will. Ich muss aber damit leben, Frau Trede.

Mein Minderheitsantrag geht davon aus, dass es maximal 15 Prozent Durchdiener sind, was wir auch akzeptieren – aber nicht mehr, weil wir ansonsten keine Milizarmee mehr haben. Wir möchten jetzt, dass diese Durchdiener, die ja gut ausgebildet sind, nach vollendeter Dienstzeit nicht nur vier Jahre eingeteilt bleiben, sondern während der ganzen Dauer ihrer Wehrpflicht, d. h. bis zum vollendeten 32. Altersjahr. Das macht Sinn, weil das – ich wiederhole es – gutausgebildete Leute sind, die technisch, taktisch usw. grosse Erfahrung haben. Dieses Potenzial würde man sonst nicht vollständig oder nur mangelhaft ausschöpfen.

Ich bin mir ziemlich sicher, dass der Bundesrat eine andere Haltung vertritt, dies unter anderem mit dem Hinweis, dass dadurch der Durchdienerstatus weniger attraktiv würde. Ich will aber keinen attraktiven Status für die Durchdiener. Vielmehr sehe ich darin ein notwendiges Übel, wobei es nicht mehr als 15 Prozent davon geben soll. Dieser Status muss nicht attraktiv sein. Vielmehr sollen diese Leute wie die anderen schlicht ihren Auftrag erfüllen.

Darum ist es sinnvoll, dass die Durchdiener nach erfüllter Ausbildungspflicht bis zum vollendeten 32. Altersjahr eingeteilt bleiben.

Allemann Evi (S, BE): Die SP-Fraktion unterstützt alle Minderheiten ausser – ausgerechnet – die Minderheit Fehr Hans. Ich kann ihn also auch nicht glücklicher machen.

Ich gehe auf die einzelnen Minderheitsanträge nicht im Detail ein. Wir haben jetzt viele Minderheitssprechende gehört. Sie haben alle begründet, weshalb man ihre Minderheitsanträge unterstützen sollte. Wir von der SP-Fraktion können uns, wie gesagt, mit Ausnahme jenes von Herrn Hans Fehr allen Minderheitsanträgen anschliessen.

Das Wichtigste für uns, nebst unseren eigenen Minderheitsanträgen, ist das Grundsatzkonzept einer Durchdienerarmee. Herr Roland Fischer hat sehr ausführlich begründet, welche Vorteile das mit sich bringen würde. Er stützt sich auf eine Bachelor-Arbeit ab, bei deren Ausarbeitung wir auch befragt wurden. Unsere Argumentation hatte damals eine ähnliche Stossrichtung wie jene von Herrn Fischer. Vielleicht unterscheidet sie sich in Nuancen. Wir werden aber seinen Minderheitsantrag unterstützen. Wir denken, dass dieses Konzept wirklich zeitgemässer ist; es ist effizienter und möglicherweise kostengünstiger. Es entspricht nicht nur den Bedürfnissen der Wirtschaft, sondern es würde, denken wir, auch einem gesellschaftlichen Bedürfnis entsprechen. Man hätte eine grössere Planungssicherheit bezüglich der Schnittstellen WK/Studium, WK/Familie und WK/Berufsleben. Das wäre eine massive Verbesserung. Ich denke, es käme der Armee auch zugute, wenn wir motivierte junge Männer, vielleicht auch Frauen, finden, die sich mit einem Durchdienermodell eher organisieren können und deshalb vielleicht auch eher motiviert sind. Bei diesem Modell würde es keine oder eine weniger grosse Schnittstellenproblematik geben.

Ich bitte Sie, alle Minderheiten ausser der Minderheit II (Fehr Hans) zu unterstützen.

Amstutz Adrian (V, BE): Geschätzte Kollegin, Sie argumentieren hier mit den Bedürfnissen der Gesellschaft, mit gesellschaftlichen Bedürfnissen, die es abzudecken gelte. Sind Sie nicht der Meinung, die Bedeutung



dieses Geschäftes müsste man an den Bedürfnissen der Sicherheit messen und nicht an den heutigen Bedürfnissen der Wohlstandsgesellschaft?

Allemann Evi (S, BE): Ich denke, die Sicherheit ist auch ein Element unserer Gesellschaft. Das ist unter einen Hut zu bringen. Die Armee hat sich, wenn sie eine hohe Akzeptanz erreichen will, in unserer Gesellschaft angemessen einzubetten. Das Konzept von Herrn Fischer geht in diese Richtung.

Glanzmann-Hunkeler Ida (CE, LU): Um es vorwegzunehmen: Die CVP/EVP-Fraktion unterstützt bei diesem Block immer die Mehrheit.

Wer in der Schweiz Militärdienst leisten will, für den soll dies möglich sein, wenn er innerhalb der Altersgrenzen die Ausbildungspflicht noch erfüllen kann. Wir sehen keinen Grund, dies nicht zuzulassen. Darum lehnen wir den Antrag der Minderheit I (Fridez) zu Artikel 9 Absatz 3 ab.

Das ganze Konzept Fischer Roland startet bei diesem Artikel. Er hat dieses Konzept vorhin mit Vehemenz vertreten. Vielleicht hätte dieser Vorschlag ja durchaus seinen Reiz und könnte einmal ausführlich diskutiert werden. Wie lange aber eine solche Diskussion gehen und wie viele mögliche Varianten es dazu geben könnte, können wir uns gerade bildlich vorstellen. Einfach so auf die Schnelle in der Kommission und in der Beratung im Rat das ganze Dienstmodell auf den Kopf zu stellen ist schlicht unseriös. Es gab keine Vernehmlassung, niemand aus der Armee konnte sich dazu äussern, und aus unserer Sicht wäre sogar die Milizarmee gefährdet, auch wenn Herr Fischer dies bestreitet. Gerade das Milizsystem ist aber die Stärke der Schweizer Armee. Vor diesem Hintergrund lehnen wir das ganze Konzept ab.

Bei Artikel 13 unterstützen wir den Entwurf des Bundesrates, der zwölf Jahre Militärdienstpflicht vorsieht. Damit kann auch gewährleistet werden, dass die vorgeschriebenen Dienstage in der Armee geleistet werden müssen.

Den Antrag der Minderheit Fridez zu Artikel 18 Absatz 1 Buchstabe k lehnen wir ab, denn es ist nicht nachvollziehbar, wieso Personen, die im Bereich der internationalen Zusammenarbeit tätig sind, keinen Militärdienst leisten sollen.

Die Schiesspflicht ist immer wieder ein Thema hier im Rat. Bei jeder möglichen Diskussion kommt der Antrag, diese abzuschaffen. Mit der Abstimmung zur Waffen-Initiative hat das Volk eigentlich klar zu verstehen gegeben, dass erstens die Militärwaffen nicht abgegeben werden müssen und damit zweitens auch weiterhin die Möglichkeit geschaffen werden soll, mit der persönlichen Waffe seiner Schiesspflicht nachzukommen. Aus diesem Grund lehnen wir den Antrag der Minderheit Fischer Roland zu Artikel 25 Absatz 1 Buchstabe c ab.

AB 2015 N 1213 / BO 2015 N 1213

Bei Artikel 51 Absatz 1 unterstützen wir den Beschluss des Ständerates und lehnen die beiden vorliegenden Minderheitsanträge ab. Absatz 2 wurde in der Kommission geändert, die Mehrheit will dort die sechs Wiederholungskurse zu je drei Wochen festlegen. Nach Rücksprache unter anderem mit Personen, die WK leiten und auch Armeeangehörige dabei ausbilden, finden wir es wichtig, dass auf der einen Seite ein WK genügend lang dauert – dies hat der Ständerat bereits angepasst – und auf der anderen Seite genügend Leute in einem WK eingeteilt sein können. Mit dieser Anzahl WK können wir dies gewährleisten.

Artikel 52 regelt die Zurverfügungstellung militärischer Mittel für zivile oder ausserdienstliche Tätigkeiten. Auch da unterstützen wir die Mehrheit. Private können nicht immer alles übernehmen, meistens auch nicht so kurzfristig, oder dann genügen in der knappen Zeit die Ressourcen dafür nicht. Da ist man jeweils froh, wenn die Armee zum Einsatz kommen kann.

Wir finden es gut, dass die Armee das Modell der Durchdiener anbietet. Trotzdem möchten wir die 15 Prozent eines Rekrutenjahrganges so im Gesetz belassen. Neu regeln wir, wie lange die Durchdiener eingeteilt bleiben. Da schliessen wir uns dem Ständerat und somit der Mehrheit an. Da Durchdiener keine WK machen, ist es nicht sinnvoll, sie bis zum 32. Altersjahr einzuteilen. Aus diesem Grund lehnen wir den Antrag der Minderheit II (Fehr Hans) zu Artikel 54a Absatz 4 ab.

Danke, wenn Sie die vorliegenden Anträge in unserem Sinn behandeln.

Eichenberger-Walther Corina (RL, AG): Ich kann es kurz machen, weil ich eine ähnliche Meinung vertrete wie meine Vorrednerin.

Die FDP-Liberale Fraktion bittet Sie, die Minderheitsanträge abzulehnen und jeweils der Mehrheit zu folgen. Ich werde nur auf einzelne Punkte eingehen, so z. B. auf die Schiesspflicht. Die FDP-Liberale Fraktion will die Schiesspflicht beibehalten. Das regelmässige Üben mit der Dienstwaffe ist ein Teil der Ausbildung. Das obligatorische Schiessen stellt deshalb einen Refresher dar, nicht nur als Schiessübung, sondern auch zum Unterhalt der Dienstwaffe.



Die FDP-Liberale Fraktion lehnt auch den Vorschlag ab, die Schiesspflicht in den WK zu integrieren. Die klare Ablehnung der Waffen-Initiative vor wenigen Jahren besagt auch, dass die grosse Mehrheit die Schiesspflicht beibehalten will.

In Bezug auf die WK befürwortet die FDP-Liberale Fraktion das System von sechsmal drei Wochen. Es hat sich in Gesprächen und Besuchen bei WK-Truppen gezeigt, dass zwei Wochen klar zu kurz sind. Fünf WK geben wenig her zugunsten der Wirtschaft. Sechs WK haben doch mehr Ausbildungszweck und erlauben auch der Mannschaft das regelmässige Üben, vor allem auch das Üben im Verbund, das ja wichtig ist.

Die Durchdienermodelle der Minderheiten Fischer Roland lehnt die FDP-Liberale Fraktion ab, sowohl die Aufhebung des Höchstanteils an Durchdienern – heute ist er ja gesetzlich auf 15 Prozent beschränkt – als auch das vollständige Übergehen zur Durchdienerarmee gemäss einem neuen Konzept betreffend Dienst am Stück und Reserve. Auch dieses Konzept lehnt die FDP-Liberale Fraktion ab. Es wäre ein Schritt weg von der Milizarmee, den wir in keinem Fall wollen. Zudem wurde vor zwei Jahren anlässlich der Abstimmung zur Initiative "Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht" die Milizarmee in diesem System bestätigt.

Lehnen Sie also die Anträge der Minderheiten ab, und stimmen Sie jeweils dem Antrag der Mehrheit zu!

Winkler Rudolf (BD, ZH): Die BDP-Fraktion unterstützt sämtliche Mehrheitsanträge und bittet Sie, sämtliche Minderheitsanträge zu verwerfen.

Nur zu den wichtigsten Punkten: Die BDP-Fraktion unterstützt ganz klar, dass sechs Wiederholungskurse à drei Wochen absolviert werden und dass die Einteilungszeit nach der Absolvierung der Rekrutenschule zwölf Jahre beträgt, wie das der Bundesrat vorschlägt.

Die Durchdienerarmee, Herr Fischer, ist wohl ein Modell, das eine Bachelor-Arbeit wert ist, und Papier ist geduldig. Aber dieses Konzept ist absolut nicht praxistauglich. Es entspricht weder unseren Bedürfnissen noch unserer Tradition, noch sonst irgendetwas. Es käme einem Paradigmenwechsel gleich, der absolut nicht gefragt ist. Wir brauchen eine Armee, die in unserer Gesellschaft verwurzelt ist; und das ist unsere Armee, so, wie sie jetzt ist.

Auch im letzten Punkt, der Schiesspflicht, kann ich Herrn Fischer nicht folgen. Es ist ganz wichtig, dass die Waffenhandhabung jährlich geübt wird. Wir haben sechs WK, und wir haben zwölf Jahre, in denen diese WK absolviert werden können. Das heisst, es gibt immer wieder Unterbrüche bei der Dienstleistung, und deshalb ist es ganz wichtig, dass die Schiesspflicht jährlich absolviert wird, damit die Waffenhandhabung jederzeit gewährleistet ist und auch die Sicherheit gewährleistet ist – die Sicherheit im Dienste von uns allen.

Auf die übrigen Minderheitsanträge im Einzelnen einzugehen, darauf verzichte ich. Ich bitte Sie, wie eingangs erwähnt, alle Minderheitsanträge zu verwerfen.

Bortoluzzi Toni (V, ZH): Es ist ja nicht einfach – um nicht zu sagen: unmöglich –, sich in fünf Minuten im Detail zu Block 1 zu äussern. Es stehen gegen dreissig Artikel in diesem ersten Block zur Diskussion. Wenn ich richtig gezählt habe, gibt es dazu zwölf Minderheitsanträge. Es ist also ausserordentlich schwierig.

Vorweg kann ich festhalten, dass ich mich bezüglich der wesentlichen Gründe für die Ablehnung der Minderheitsanträge mit einer Ausnahme, auf die ich zurückkommen werde, den Sprecherinnen der CVP/EVP- und der FDP-Liberalen Fraktion anschliessen kann.

Vorweg aber auch noch eine persönliche Bemerkung: Die Vorlage läuft ja unter dem Titel "Weiterentwicklung der Armee". Aus meiner Sicht kann man mit der Abkürzung WEA auch den "weiteren Abbau der Armee" bezeichnen. Das ist ja auch ein WEA, nicht wahr? Gegen die Hälfte des Bestandes wird mit dieser Vorlage abgebaut. Erlauben Sie mir die Bemerkung, dass diese Entwicklung nicht der Sicherheitslage entspricht, wie ich sie beurteile und die eine Herausforderung für unser Land darstellt.

Es geht hier letztlich aber nur noch darum, diese Rumpfarmee strukturell in einen optimalen Rahmen zu setzen. Aus dieser Sicht, glaube ich, gilt es eben, doch das Beste daraus zu machen. Das betrifft in diesem Block 1 im Wesentlichen die Rechte und Pflichten der Angehörigen der Armee, die Militärdienstpflicht, die Ausbildung usw. In Block 3 gilt es dann auch noch einige Punkte zu diesem Thema zu diskutieren.

Es geht aber im Wesentlichen darum, dem Auftrag der Armee mit entsprechenden Verpflichtungen der Angehörigen der Armee gerecht zu werden. Wenn man sich nun die Minderheitsanträge Allemann, Trede, Fischer Roland und Fridez ansieht, stellt man fest, dass es eigentlich immer darum geht, die Pflichten der Einzelnen und damit den Auftrag der Armee zu verwässern oder die Armee bei der Erfüllung ihres Auftrages in zusätzliche Schwierigkeiten zu versetzen. Dies ist meine Beurteilung. Dazu gehören das Streichen der Schiesspflicht bei Artikel 25, die Verkürzung der Ausbildungszeit bei Artikel 42 und die Forderung, die Zahl der WK tief zu halten und sich in diesem Fall dem Ständerat anzuschliessen. Die Kommissionsmehrheit sieht hier einen WK mehr vor; ich glaube, das kommt dem Auftrag der Armee näher.



Wir lehnen, ich habe es gesagt, alle diese Minderheitsanträge ab, mit einer Ausnahme. Diese Ausnahme findet sich im Antrag der Minderheit II (Fehr Hans) zu Artikel 54a Absatz 4. Hier geht es ja um den Verbleib der Durchdiener in der Armee, um die Frage, wie lange sie eingeteilt bleiben sollen. Es gibt aus unserer Sicht keinen Grund, sie gegenüber den normalen WK-Absolventen zu privilegieren. Für die Armee kann es nützlich sein, in der Not auf eine etwas grössere Reserve zurückzugreifen und diese Durchdiener bis

AB 2015 N 1214 / BO 2015 N 1214

zum 32. Altersjahr auch in der Reserve zu belassen. Wir werden also hier die Minderheit unterstützen, lehnen aber alle anderen Minderheitsanträge ab.

Maurer Ueli, Bundesrat: In diesem Block liegt sozusagen das materielle Schwergewicht bei den Minderheitsanträgen Fischer Roland betreffend ein anderes Wehrmodell mit Durchdienern. Es betrifft die Artikel 41 bis 51, 55, 59 und 63. Ich möchte Sie bitten, diese Anträge abzulehnen.

Die Geschichte der Durchdiener begann ja mit der Armee XXI. Damals hat man diese Frage geprüft. Es besteht ein entsprechendes Rechtsgutachten von Professor Schindler, der zum Schluss gekommen ist, dass eine Durchdienerarmee nicht mehr dem Milizgedanken und damit auch nicht unserer Verfassung entspricht. Man hat damals festgelegt, dass ein Anteil von 15 Prozent Durchdienern dem Milizprinzip noch entsprechen würde. Der Grundgedanke dessen ist, dass in einer Durchdienerarmee, wenn ein ganzes Jahr Dienst geleistet wird, nicht mehr Milizkader zur Verfügung stehen, sondern sie im Wesentlichen eigentlich von Berufskadern geführt werden muss. Dieses Gutachten Schindler war damals unbestritten und wurde vom Parlament so akzeptiert. Wenn Sie jetzt, einige Jahre später, auf Gesetzesstufe ein anderes Modell einführen, dann ist das aus unserer Sicht nicht verfassungskonform. Als Gesetzgeber haben Sie das mitzuberücksichtigen. Nur schon aus dieser Optik sind alle Minderheitsanträge Fischer Roland, die sich mit der Durchdienerarmee beschäftigen, abzulehnen, schlicht und einfach weil die verfassungsmässige Grundlage dafür fehlt.

Es gibt aber durchaus auch aus Sicht der Armee Gründe, um eine Durchdienerarmee abzulehnen. Heute gibt es ja die Möglichkeit, freiwillig den Dienst am Stück zu leisten. Wir haben diese Limite von 15 Prozent Durchdienern. Sie wurde relativ lange nicht erreicht, doch heute sind wir etwa an dem Punkt angelangt, an dem wir 15 Prozent Freiwillige haben, die Durchdienerdienst leisten. Eine Verpflichtung zu einem höheren Anteil würde offensichtlich nicht entsprechend akzeptiert.

Es kommt für eine Milizarmee noch etwas Entscheidendes dazu: Das ist die Sozialkompetenz. Unsere Armee, die in den Einsatz gehen müsste, bewegt sich ja mitten unter unserer Bevölkerung. Eine Armee, die auch sozial durchmischt ist, die altersmässig durchmischt ist, hat mit Sicherheit eine höhere Akzeptanz in der Bevölkerung. Einer Armee, die aus lauter 20-jährigen jungen Männern besteht, würde diese Akzeptanz wohl fehlen.

Gegen diese Anträge der Minderheit Fischer Roland spricht also insbesondere die fehlende verfassungsmässige Grundlage. Das ist in einem Gutachten so festgehalten, welches das Parlament damals ausdrücklich genehmigt hat. Zudem ist die geforderte Änderung auch militärisch nicht sinnvoll. Ich kann hier auf das Beispiel unserer Armeeeingehörigen in Kosovo hinweisen: Diese werden dort ausserordentlich geschätzt und bei vielen Aufgaben auch den Angehörigen anderer Armeen vorgezogen, weil sie einer altersmässig durchmischten Truppe angehören und somit entsprechende Berufserfahrungen und soziale Kompetenzen haben. Und das macht es eben in Krisensituationen genau aus.

Ich bitte Sie, alle Anträge der Minderheit Fischer Roland in diesem Zusammenhang abzulehnen.

Es gibt weitere Anträge zu Artikel 9, in dem es um die Rekrutierung nach dem 24. Altersjahr geht. Dazu liegt der Antrag der Minderheit I (Fridez) vor. Hier möchte ich Sie bitten, diesen ebenfalls abzulehnen. Denn mit Artikel 9 schaffen wir auch die Möglichkeit für Ältere, die sich vielleicht später eingebürgert haben, trotzdem noch Militärdienst absolvieren zu können. Mit der Annahme des Minderheitsantrages I würde man es verunmöglichen, dass jemand freiwillig noch eine militärische Ausbildung beginnen könnte. Das verstösst gegen den Gedanken des Milizprinzips.

Zu Artikel 13 liegt ein Antrag der Minderheit I (Allemann) vor. Ich bitte Sie, auch diesen abzulehnen. Es geht dabei um die Dauer des Verbleibs in der Armee. Wir haben im Gesetz zwölf Jahre festgelegt, gehen aber davon aus, dass neun Jahre ausreichen. Das werden wir in der Verordnung regeln. Aber ein Gesetz wird ja nicht nur für heute gemacht, sondern es soll einen gewissen Spielraum geben. Wir haben keine unmittelbaren materiellen Differenzen zum Antrag der Minderheit I, aber ich bitte Sie, diesen Minderheitsantrag abzulehnen, damit der Bundesrat etwas mehr Spielraum hat.

Den Antrag der Minderheit Fridez zu Artikel 18 bezüglich Dispensation für im Ausland tätige Personen bitten wir Sie ebenfalls abzulehnen, weil wir nicht zu viele Ausnahmen machen dürfen. Wir haben immer noch das Urlaubsprinzip. Ein Gesuch kann gestellt werden, und dann wird es geprüft. Aber generelle Ausnahmen



wecken Bedürfnisse auch in anderen Bereichen. Deshalb bitte ich Sie, dies abzulehnen.

Zu Artikel 25 liegt wieder ein Antrag der Minderheit Fischer Roland vor, der die Schiesspflicht abschaffen möchte. Es geht nicht nur um Kostenfragen. Wer das Obligatorische schiesst, ist verpflichtet, einmal sein Gewehr hervorzunehmen, es zu handhaben, damit zu schiessen und auch zu treffen. Wenn er nicht trifft, hat er in einen Nachschiesskurs einzurücken, bis er die erforderlichen Punkte geschossen hat. Das mag auf den ersten Blick unangenehm für Wehrmänner sein, ich weiss das, aber es ist ein wichtiges Element in der Zeit, in der man eingeteilt ist. Man beschäftigt sich mit der Waffe, man schiesst, und es ist ein Ausbildungseffekt vorhanden. Es wäre ein Einbruch, wenn Sie das streichen würden. Ich bitte Sie daher, der Mehrheit zu folgen. Die Minderheit Voruz beantragt bei Artikel 44 Absatz 3, dass für freiwillige Dienstleistungen das Bundesamt für Sozialversicherungen konsultiert werden muss. Das wäre ein Anachronismus. Wir haben eine generelle Regelung. Man fragt sich deshalb nicht gegenseitig wöchentlich, ob etwas geht oder nicht geht. Die bestehende Regelung funktioniert, sie wurde von Ihnen damals mit der Genehmigung der Berichte der GPK gutgeheissen. Frau Graf-Litscher stellt bei Artikel 52 Absatz 3 einen Minderheitsantrag zum Schutz des Gewerbes. Was sie im Gesetz festschreiben möchte, ist gelebte Praxis. Man kann das im Gesetz festhalten, es ist aber nicht notwendig, es bedeutet materiell keine Änderung.

Frau Trede stellt bei Artikel 52 Absatz 6 einen Minderheitsantrag zum Kostenerlass. Da muss ich einfach sagen: Wenn wir keine Kosten erlassen könnten, hätte das Eidgenössische Jodlerfest in Davos im letzten Jahr nicht stattgefunden, würde das Eidgenössische Schützenfest im Wallis dieses Jahr nicht stattfinden und könnte das Eidgenössische Musikfest in Montreux im nächsten Jahr nicht stattfinden. Denn das sind alles Grossanlässe, die defizitär sind. Wenn wir die Kosten nicht erlassen können – wir müssen ja nicht –, finden solche Anlässe nicht mehr statt. Gar nicht zu reden von grossen internationalen Sportanlässen: Da könnte wohl kaum ein einziger durchgeführt werden.

Man muss auch das Verhältnis sehen: Es werden weniger als 2 Prozent der Dienstage für solche Anlässe geleistet. Was wir dort erbringen, sind nicht einfach Hilfsdienstleistungen, sondern Leistungen, die der Ausbildung dienen. Wir schicken entsprechende Truppen dorthin.

Zu Artikel 54a Absatz 4 gibt es einen Antrag der Minderheit II (Fehr Hans). Der wird mich auch nicht mehr lieben – ich bitte Sie, auch diesen Antrag abzulehnen und hier der Mehrheit zuzustimmen.

Zusammengefasst: Ich bitte Sie, überall der Mehrheit zu folgen. Eine mögliche Ausnahme wäre für mich der Antrag der Minderheit Graf-Litscher zu Artikel 52 Absatz 3. Mit diesem Antrag könnten wir leben, weil er der gelebten Praxis entspricht.

Fischer Roland (GL, LU): Herr Bundesrat, Sie haben ausgeführt, dass das Durchdienerkonzept bzw. die Durchdienerarmee nicht verfassungsmässig sei, weil dann eben der grösste Teil des Kaders Berufskader wären. Aber stimmen Sie der Aussage zu, dass das Modell verfassungskonform ist, wenn das Konzept vorsieht, dass ein grosser Teil oder der grösste Teil des Kaders eben auch Milizkader sind, so, wie ich das präsentiert habe?

AB 2015 N 1215 / BO 2015 N 1215

Maurer Ueli, Bundesrat: Ich bin ja nicht Verfassungsrechtler, aber im Zusammenhang mit der Armee XXI hat man diese Frage eingehend geprüft. Es gibt entsprechende Gutachten. Ich habe Herrn Professor Schindler angeführt. Das Parlament hat damals seine entsprechenden Ausführungen gestützt. Ich habe einen Punkt aus einem etwa 30-seitigen Gutachten herausgezogen. Es gibt natürlich eine Reihe von weiteren Gründen. Ich bin aber nicht der Meinung, dass wir in einer Durchdienerarmee genügend Kader für zusätzliche Dienstleistungen finden werden; diese Kader müssten auch immer wieder wechseln. Wir kennen das ja jetzt schon bei unseren Durchdienern. Wir haben bei diesen 15 Prozent viel, viel weniger Kader als in normalen Dienstleistungsbereichen.

Lesen Sie doch das Gutachten Schindler; darin ist dies alles verfassungsmässig begründet. Ich habe einen Punkt aus einer ganzen Reihe von Überlegungen herausgegriffen. Damals hat das Parlament die Auffassung akzeptiert, dass eine Durchdienerarmee nicht verfassungskonform wäre; es bräuchte dazu eine Verfassungsänderung.

Hurter Thomas (V, SH), für die Kommission: In diesem Block 1 geht es primär um die Frage der Durchdienerarmee. Das wäre ein komplexer Wechsel; dazu wird mein Kollege noch sprechen. Es geht aber auch um ein paar andere wichtige Punkte: Rekrutierung, Altersgrenze, Dienstbefreiung und allgemeine Schiesspflicht. Vielleicht zur Durchdienerarmee nur diese Bemerkung: Lieber Roland Fischer, Sie haben hier vorne bezüglich der jungen Leute bei den Durchdienern gesagt, auch die heutige Armee habe sehr viele junge Leute. Ich muss



Ihnen aber ehrlich sagen: Sie hat auch sehr viele ältere Leute, gerade in Funktionen wie Spezialisten oder für die Ausbildung. Ich weiss nicht, ob Sie noch eingeteilt sind, aber ich leiste noch Militärdienst. Vielleicht zählen Sie mich zu den Jungen, das würde mich dann wieder freuen. Aber es ist so: Auch die heutige Armee hat viele ältere Leute.

Erlauben Sie mir, ganz kurz auf einige Punkte einzugehen. Ich gehe zu Artikel 9 Absatz 3; das ist auf Seite 5 der Fahne. Hier geht es um die Pflicht zur Teilnahme an der Rekrutierung. Man möchte, dass die Rekrutierung frühestens ab Beginn des 19. Altersjahres und spätestens bis zum Ende des Jahres, in dem das 24. Altersjahr vollendet wird, absolviert wird. Der Bundesrat möchte dabei aber die Möglichkeit offenhalten, in Ausnahmefällen eine spätere Absolvierung zuzulassen. Der Grund dafür ist ganz einfach: Es geht um Spezialisten, und es geht zum Beispiel auch um später Eingebürgerte, die gerne noch Militärdienst leisten würden. Und selbstverständlich möchte der Bundesrat die Ausnahme nur machen, wenn die Dienstpflicht so trotzdem innerhalb der vorgegebenen Zeit erfüllt werden kann.

Der Ständerat hat diese Bestimmung ergänzt. Er hat beschlossen: "Die spätere Absolvierung bedarf der Zustimmung der Betroffenen." Das ist eine Selbstverständlichkeit, das hat der Bundesrat in der Kommission auch so ausgeführt.

Ich bitte Sie, in dieser Frage der Kommissionsmehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit I (Fridez) abzulehnen. Dieser Antrag ist in der Kommission mit 15 zu 9 Stimmen abgelehnt worden.

Der Antrag der Minderheit II (Fischer Roland) betrifft die Durchdienerarmee, dazu werde ich nichts mehr sagen. Dann zu Artikel 13 auf Seite 6: Hier geht es darum, wie lange Militärdienst geleistet wird. Bei Absatz 1 schlägt der Bundesrat eine Dauer von zwölf Jahren vor. Er möchte aber in der Verordnung diese Dauer auf neun Jahre beschränken. Diese Bestimmung möchte er sich so offenhalten, dass er in Zukunft auch eine gewisse Flexibilität haben kann, und ich glaube, das ist auch richtig so.

Es gibt jetzt hier die Minderheit I (Allemann). Sie will diese neun Jahre im Gesetz festschreiben. Ich bitte Sie, hier ebenfalls bei der Mehrheit zu bleiben. Die Kommission hat diesen von der Minderheit I aufgenommenen Antrag mit 15 zu 9 Stimmen abgelehnt, weil sie der Meinung ist, dass es eben mehr Flexibilität für den Bundesrat braucht. Die Minderheit II (Fischer Roland) bei diesem Artikel will wiederum Durchdiener.

Dann zu Artikel 18, Seite 8: Hier geht es um die Dienstbefreiung für unentbehrliche Tätigkeiten. Die Minderheit Fridez möchte hier Personen, die im Ausland im Bereich der internationalen Zusammenarbeit tätig sind, die Möglichkeit geben, sich vom Dienst befreien zu lassen, weil diese Leute teilweise sehr lange im Ausland sind. Eine Mehrheit der Kommission ist aber der Meinung, dass das gar nicht nötig ist, weil Sie heute bereits schon, wenn Sie eine längere Auslands­tätigkeit absolvieren, entsprechende Gesuche stellen können. Dieser Minderheitsantrag ist insofern auch etwas undefiniert und gefährdet darüber hinaus den folgenden allgemeinen Grundsatz: Wenn eine Person im Dienste des Staates oder zur Führung des Staates in kritischen Situationen gebraucht wird, kann man diese Person durchaus von der Armee in den zivilen Bereich verabschieden. Diese Regelung braucht es also nicht. Die Kommission hat deshalb diesen von der Minderheit Fridez aufgenommenen Antrag mit 17 zu 6 Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.

Dann komme ich noch zu Artikel 25 Absatz 1 Buchstabe c und Artikel 63. Hier geht es um die allgemeine Schiesspflicht. Ich glaube, der Bundesrat hat es hier bereits ausgeführt, und die Mehrheit der Kommission ist absolut derselben Meinung: Wir sind der Meinung, dass diese Schiesspflicht aufrechterhalten werden soll. Sie ist ein Mehrwert. Sie bringt regelmässiges Training. Sie gehört zur Ausbildung. Sie gehört zur Weiterbildung, und eine Waffe einfach nur im Schrank zu haben und nie damit zu üben und diese nie zu gebrauchen ist gefährlich, und das dürfen wir nicht zulassen. Das obligatorische Schiessen bietet ja geradezu den Raum dafür, dass man eben diese Übung in einem gesicherten Umfeld mit einer sauberen Aufsicht durchführen und die eigenen Fähigkeiten auffrischen kann. Eine Minderheit der Kommission sieht in dieser allgemeinen Schiesspflicht keinen Sinn mehr, deshalb auch ihr Antrag. Mit 16 zu 9 Stimmen hat die Kommission diesen Antrag abgelehnt.

Zusammengefasst kann ich sagen, dass die Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates alle hier von den Minderheiten aufgenommenen Anträge in diesem Block abgelehnt hat.

Romano Marco (CE, TI), per la commissione: Mi esprimo a questo punto sugli articoli inerenti al quarto titolo, l'istruzione dell'esercito.

Il collega Fischer ha presentato una serie di proposte di emendamento che sostanzialmente formano un concetto completo e toccano numerosi articoli già citati. Propone di abbandonare l'attuale sistema di milizia con scuola reclute, avanzamenti e corsi di ripetizione, passando ad un sistema di militi tutti in ferma continua. Il popolo nel 2013 ha, come è già stato detto nell'entrata in materia, confermato il sistema di milizia. L'attuale



Esercito XXI prevede la ferma continua, ma questa è limitata al 15 per cento degli astretti al servizio per ogni anno di reclutamento. La commissione vuole che così sia anche nel futuro prossimo.

La commissione respinge con 16 voti contro 9 il modello del collega Fischer. Sempre con 16 voti contro 9 si oppone anche all'articolo 54a capoverso 3, all'eliminazione della citata soglia del 15 per cento. Con il modello Fischer Roland si creerebbe un sistema totalmente nuovo, contrario al principio fondamentale dell'esercito di milizia. Secondo un parere giuridico del professor Schindler occorrerebbe pure modificare la Costituzione, poiché il modello di ferma continua non si sposa con le norme che statuiscono un modello di esercito di milizia. Con il modello Fischer Roland, in caso di bisogno reale si disporrebbe di un effettivo quantificato all'incirca in 50 000 uomini, il che è assolutamente insufficiente a garantire lo svolgimento di tutte le funzioni specialistiche. In aggiunta, l'effettivo sarebbe estremamente giovane e senza l'odierna ricchezza di profili e competenze. La disponibilità agli avanzamenti sarebbe inoltre molto limitata. Anche se non è stata fatta una quantificazione di dettaglio è altamente verosimile che il rapporto costi-benefici sarebbe negativo.

AB 2015 N 1216 / BO 2015 N 1216

Con il modello Fischer Roland si snatura il sistema di leva continua, così come garantito oggi a quel 15 per cento di militi che ne fanno scelta.

Anche la minoranza Fehr Hans all'articolo 54a capoverso 4 concerne i militi in ferma continua. Il Consiglio degli Stati ha introdotto questo nuovo capoverso 4. Prevede in maniera sensata, utile e condivisa dalla maggioranza della commissione che i militari in ferma continua, i quali hanno assolto interamente il servizio d'istruzione obbligatorio, restino incorporati nell'esercito per ulteriori quattro anni. Si tratta di astretti al servizio ben istruiti e capaci di garantire una prontezza d'impiego molto utile in tempi molto rapidi. Sanno cosa fare e come farlo immediatamente. È una risorsa strategica da considerare.

La minoranza Fehr Hans chiede al contrario di tenerli incorporati fino al 32esimo anno. La maggioranza della commissione è contraria a questa proposta e la respinge con 14 voti contro 7 e 4 astensioni. Ciò perché anche questa proposta snatura il concetto di ferma continua. Si riduce l'attrattività al servizio in maniera continua e soprattutto si avrebbero militi che dopo alcuni anni, senza corsi di ripetizione, perderebbero importanti capacità di impiego.

In questo blocco ci confrontiamo poi con il numero di giorni di servizio e, di conseguenza, con il numero di corsi di ripetizione. Dal Consiglio degli Stati è giunta la modifica al progetto del Consiglio federale che proponeva corsi, di regola, di sole due settimane. Il Consiglio degli Stati ha deciso di mantenere corsi di tre settimane. Le sperimentazioni eseguite negli ultimi anni con corsi di due settimane si sono rivelate altamente insoddisfacenti sia per la truppa sia per i quadri. È una questione di organizzazione, di andamento del servizio e di funzionalità. La commissione, all'articolo 51 capoverso 2, con 15 voti contro 9 conferma corsi di ripetizione di tre settimane ma propone, a differenza del Consiglio degli Stati, di portarne il numero da cinque a sei corsi. Sostanzialmente questo permetterebbe di strutturare meglio il lavoro, di disporre di un numero sufficiente di militi per corso e di eseguire nella terza settimana esercizi a livello di reparto. Sei corsi sono sensati e necessari a livello militare. Il numero di giorni di servizio aumenterebbe quindi solo di 20 arrivando a circa 240–245 giorni e non comporterebbe aumenti di spesa che compromettono il budget.

La proposta di minoranza Fridez all'articolo 51 capoverso 1 è stata respinta con 16 voti contro 8. I corsi di ripetizione oggi sono annuali ma sono note tutte le possibilità di dispensa e di rinvio. Questa ulteriore precisazione, proposta dal collega Fridez, non è pertanto necessaria.

All'articolo 52 capoverso 3 lettera a la minoranza Graf-Litscher, respinta con 15 voti contro 8, propone un'aggiunta volta a chiarire che i mezzi militari a sostegno delle autorità civili non devono andare in concorrenza ai privati capaci di fornire prestazioni simili. Pensiamo alle catastrofi ma soprattutto ai grandi eventi di portata nazionale, in cui il ruolo dell'esercito è chiaro a tutti e anche la riserva importante di mezzi impiegabili a corto termine risulta fondamentale a tutti. Quanto richiesto dalla minoranza è già prassi comune ed è oggi regolato a livello di ordinanza. L'esercito non entra in concorrenza all'economia privata, ha un ruolo sussidiario fondamentale ed è apprezzato dall'economia privata.

Oggi viene sempre verificata l'eventuale disponibilità da parte di aziende del settore privato. Ma spesso si tratta di prestazioni da fornire molto rapidamente e quindi solo l'esercito può entrare in considerazione. Sono poche le aziende che hanno capacità simili o uguali all'esercito, soprattutto a livello di disponibilità di mezzi umani.

All'articolo 52 capoverso 6 lettere a, b e c abbiamo la proposta di minoranza Trede, respinta in commissione con 16 voti contro 6, che vuole anch'essa ridurre gli impieghi civili dell'esercito tramite una regolamentazione perentoria del ricarico dei costi. Lo ha già spiegato bene il Consigliere federale: questa proposta non funziona,



avremmo dei grandissimi problemi a garantire il sostegno dell'esercito a grandi manifestazioni di carattere nazionale.

La minoranza Voruz all'articolo 44 capoverso 3 è stata respinta dalla commissione con 15 voti contro 7 e 1 astensione. È stato spiegato bene: la questione è già regolata nell'ordinanza, soprattutto per quanto riguarda l'ingaggio volontario di militi, e non sono più possibili abusi come vi sono stati nel passato.

Art. 5 Abs. 3; 6 Abs. 1 Bst. c

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 5 al. 3; 6 al. 1 let. c

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 9 Abs. 2–4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Fridez, Allemann, Galladé, Graf-Litscher, Voruz)

Abs. 3

Streichen

Antrag der Minderheit II

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 3

Streichen

Abs. 4

... dem die Stellungspflichtigen die Grund- und Verbandsausbildung zu absolvieren ...

Art. 9 al. 2–4

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Fridez, Allemann, Galladé, Graf-Litscher, Voruz)

Al. 3

Biffer

Proposition de la minorité II

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 3

Biffer

Al. 4

... à partir du moment où ils doivent accomplir l'instruction de base et l'instruction en formation.

Le président (Rossini Stéphane, président): Au bloc 1, nous avons une proposition de la minorité Fischer Roland à l'article 49 alinéas 1 à 5 qui constitue un concept, avec des répercussions sur les articles 9, 13, 30, 41, 42, 50, 51, 54a, 55 et 59. A côté de ce concept de la minorité Fischer Roland, il y a d'autres propositions de minorité à ces différents articles. Je vais donc, dans un premier temps faire voter sur ces différentes propositions à tous les articles que je viens de citer, à titre éventuel, et, dans un dernier vote, j'opposerai le résultat au concept de la minorité Fischer Roland.

Abstimmung – Vote



(namentlich – nominatif; 14.069/12144)
Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit I ... 62 Stimmen
(2 Enthaltungen)

Le président (Rossini Stéphane, président): La décision sur la proposition de la minorité II (Fischer Roland) dépendra du vote à l'article 49.

Art. 13

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

AB 2015 N 1217 / BO 2015 N 1217

Antrag der Minderheit I

(Allemann, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Vischer Daniel, Voruz)

Abs. 1

...

a. ... bis zum Ende des neunten Jahres nach Abschluss ...

...

Antrag der Minderheit II

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 1

Die Militärdienstpflicht endet:

a. für Angehörige der Mannschaft, für Unteroffiziere, Subalternoffiziere sowie höhere Unteroffiziere, die nicht in Stäben von Truppenkörpern oder von grossen Verbänden eingeteilt sind: mit dem Ende der Dienstpflicht in der Reserve (Art. 51).

b. Für höhere Unteroffiziere:

1. Streichen

...

c. Streichen

Art. 13

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Allemann, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Vischer Daniel, Voruz)

Al. 1

...

a. ... à la fin de la neuvième année après l'achèvement ...

...

Proposition de la minorité II

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 1

L'obligation d'accomplir le service militaire s'éteint:

a. pour les militaires de la troupe, les sous-officiers, les officiers subalternes et les sous-officiers supérieurs qui ne sont pas incorporés dans les états-majors des corps de troupe ou des Grandes Unités: à la fin de leur obligation de servir dans la réserve (art. 51).

b. Pour les sous-officiers supérieurs:

1. Biffer

...

c. Biffer



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12145)

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 63 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Le président (Rossini Stéphane, président): La décision sur la proposition de la minorité II (Fischer Roland) dépendra du vote à l'article 49.

Art. 51

Antrag der Mehrheit

Abs. 1, 3, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Die Mannschaft leistet sechs dreiwöchige ...

Antrag der Minderheit I

(Fridez, Allemann, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 1

Die Militärdienstpflichtigen leisten in der Regel jährlich Wiederholungskurse. Diese ...

Antrag der Minderheit II

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit III

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Titel

Reserve

Abs. 1

Militärdienstpflichtige, welche ihre Dienstpflicht in der Aktivreserve erfüllt haben, werden in die Reserve eingeteilt.

Abs. 2

Für Angehörige der Mannschaft, für Unteroffiziere, Subalternoffiziere sowie höhere Unteroffiziere, die nicht in Stäben von Truppenkörpern und grossen Verbänden eingeteilt sind, beträgt die Dienstpflicht in der Reserve drei Jahre.

Abs. 3

Der Bundesrat bestimmt die Dienstpflicht in der Reserve für die übrigen Angehörigen der Armee.

Abs. 4

Die Reserve kann innert Tagen aufgeboten werden. Der Bundesrat kann für Formationen, die besonders rasch für Einsätze zur Verfügung stehen müssen, eine erhöhte Bereitschaft vorsehen.

Art. 51

Proposition de la majorité

Al. 1, 3, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Les militaires de la troupe doivent accomplir six cours de répétition ...

Proposition de la minorité I

(Fridez, Allemann, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 1

Les personnes astreintes au service militaire accomplissent des cours de répétition en principe chaque année. En règle ...



Proposition de la minorité II

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité III

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Titre

Réserve

Al. 1

Les personnes astreintes au service militaire qui ont accompli leur obligation de servir au sein de la réserve active sont incorporées dans la réserve.

Al. 2

La durée de l'obligation de servir dans la réserve est de trois ans pour les militaires de la troupe, les sous-officiers, les officiers subalternes et les sous-officiers supérieurs qui ne sont pas incorporés dans les états-majors des corps de troupe ou des Grandes Unités.

Al. 3

Le Conseil fédéral définit la durée de l'obligation de servir dans la réserve pour les autres militaires.

Al. 4

La réserve peut être convoquée en quelques jours. Le Conseil fédéral peut prévoir une disponibilité accrue pour les formations devant être opérationnelles dans un délai particulièrement court.

AB 2015 N 1218 / BO 2015 N 1218

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12140)

Für den Antrag der Mehrheit ... 129 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 53 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12141)

Für den Antrag der Mehrheit ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 66 Stimmen

(1 Enthaltung)

Le président (Rossini Stéphane, président): La décision sur la proposition de la minorité III (Fischer Roland) dépendra du vote à l'article 49.

Art. 54a

Antrag der Mehrheit

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit I

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 3

Aufheben

Antrag der Minderheit II

(Fehr Hans, Borer, Bortoluzzi, Geissbühler, Golay, Hurter Thomas, von Siebenthal)

Abs. 4

Durchdiener, die ihre Ausbildungsdienstplicht erfüllt haben, bleiben bis zum vollendeten 32. Altersjahr in der Armee eingeteilt. Sie können ...

Antrag der Minderheit III





(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)
Aufheben

Art. 54a

Proposition de la majorité

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité I

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 3

Abroger

Proposition de la minorité II

(Fehr Hans, Borer, Bortoluzzi, Geissbühler, Golay, Hurter Thomas, von Siebenthal)

Al. 4

Les militaires en service long qui ont accompli la totalité de leurs services d'instruction obligatoires sont incorporés dans l'armée jusqu'à la fin de l'année au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 32 ans. Ils peuvent ...

Proposition de la minorité III

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abroger

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12142)

Für den Antrag der Mehrheit ... 118 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 64 Stimmen

(1 Enthaltung)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12143)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 54 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Le président (Rossini Stéphane, président): La décision sur la proposition de la minorité III (Fischer Roland) dépendra du vote à l'article 49.

Art. 49

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 1

Militärdienstpflichtige absolvieren die Grund- und Verbandsausbildung frühestens ab Beginn des 19. Altersjahres ...

Abs. 2

Rekrutierte, welche die Grund- und Verbandsausbildung am Ende des Jahres, in dem sie das 25. Altersjahr vollenden, nicht bestanden haben, werden aus der Armee entlassen.

Abs. 3

Die Grund- und Verbandsausbildung dauert 6 Monate und wird jährlich zweimal im Rahmen eines Herbst- und eines Frühjahrssemesters durchgeführt. Der Bundesrat kann für Formationen mit einem besonderen Ausbildungsbedürfnis eine um höchstens einen Monat kürzere oder längere Dauer vorsehen.

Abs. 4



Der Beginn der Grund- und Verbandsausbildung richtet sich nach zivilen Ausbildungsmodellen. Je 50 Prozent der Militärdienstpflichtigen absolvieren die Grund- und Verbandsausbildung im Herbst- oder im Frühjahrssemester.

Abs. 5

Spezialisten und Spezialistinnen können nach der Grund- und Verbandsausbildung in Fachkursen weiterausgebildet werden.

Art. 49

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 1

... accomplissent l'instruction de base et l'instruction en formation au plus tôt au début de l'année au cours de laquelle elles atteignent l'âge de 19 ans ...

Al. 2

Les conscrits qui n'ont pas suivi l'instruction de base et l'instruction en formation à la fin de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 25 ans sont libérés de l'obligation d'accomplir le service militaire.

Al. 3

L'instruction de base et l'instruction en formation durent 6 mois au total; deux sessions sont organisées chaque année, l'une au semestre d'automne et l'autre au semestre de printemps. Le Conseil fédéral peut prévoir une durée plus longue ou plus courte, d'un mois au plus, pour les formations nécessitant une instruction particulière.

Al. 4

La date du début de l'instruction de base et de l'instruction en formation est fixée en fonction des modèles de formation civils. La moitié des personnes astreintes au service militaire accomplissent l'instruction de base et l'instruction en formation au semestre d'automne, et l'autre moitié au semestre de printemps.

Al. 5

Les spécialistes peuvent suivre une instruction complémentaire après l'instruction de base et l'instruction en formation.

Le président (Rossini Stéphane, président): Nous nous prononçons maintenant sur le concept de la minorité Fischer Roland.

AB 2015 N 1219 / BO 2015 N 1219

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12146)

Für den Antrag der Mehrheit ... 119 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 64 Stimmen

(1 Enthaltung)

Le président (Rossini Stéphane, président): Les propositions de la minorité Fischer Roland aux articles 9, 13, 51 et 54a sont ainsi caduques, de même que celles aux articles 30, 41, 42, 50, 55 et 59.

Nous reprenons maintenant, dans l'ordre chronologique, les autres articles de ce bloc 1.

Art. 10 Abs. 1; Gliederungstitel vor Art. 12

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 10 al. 1; titre précédant l'art. 12

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté



Art. 18

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. c, d, f, h, j

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Fridez, Allemann, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Voruz)

Abs. 1 Bst. k

k. Personen, die im Ausland im Bereich der internationalen Zusammenarbeit tätig sind.

Art. 18

Proposition de la majorité

Al. 1 let. c, d, f, h, j

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Fridez, Allemann, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Voruz)

Al. 1 let. k

k. les personnes engagées au service de la coopération internationale à l'étranger.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12147)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 54 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 20 Abs. 1, 1bis, 1ter; 21 Titel, Abs. 1, 2; 22 Titel, Abs. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 20 al. 1, 1bis, 1ter; 21 titre, al. 1, 2; 22 titre, al. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 25 Abs. 1 Bst. c

Antrag der Minderheit

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Vischer Daniel, Voruz)

Streichen

Art. 25 al. 1 let. c

Proposition de la minorité

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Vischer Daniel, Voruz)

Biffer

Le président (Rossini Stéphane, président): Le vote suivant vaut également pour l'article 63.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12148)

Für den Antrag der Minderheit ... 67 Stimmen

Dagegen ... 115 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Art. 30 Abs. 1, 1bis

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



Antrag der Minderheit

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 1bis

Die Zeit zwischen der Grund- und Verbandsausbildung und Ausbildungsdiensten zur Erlangung ...

Art. 30 al. 1, 1bis

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 1bis

La période entre l'instruction de base et l'instruction en formation et des services d'instruction destinés à l'obtention ...

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 41 Abs. 2, 4

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 2

Aufheben

Art. 41 al. 2, 4

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 2

Abroger

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 42

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 2

Sie beträgt:

a. für die Mannschaft höchstens 210 Tage;

b. für Unteroffiziere, Subalternoffiziere sowie höhere Unteroffiziere, die nicht in Stäben von Truppenkörpern oder von grossen Verbänden eingeteilt sind, höchstens 360 Tage.

Art. 42

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



AB 2015 N 1220 / BO 2015 N 1220

Proposition de la minorité

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 2

Il est:

- a. de 210 jours au plus pour les militaires de la troupe;
- b. de 360 jours au plus pour les sous-officiers, les officiers subalternes et les sous-officiers supérieurs qui ne sont pas incorporés dans les états-majors des corps de troupe ou des Grandes Unités.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 44

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Voruz, Allemann, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Vischer Daniel)

Abs. 3

Bevor freiwillig geleistete Ausbildungsdienste mit Erwerbsersatz entschädigt werden, ist das Bundesamt für Sozialversicherungen zu konsultieren.

Art. 44

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Voruz, Allemann, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, Vischer Daniel)

Al. 3

Avant de compenser les services d'instruction volontaires par une allocation pour perte de gain, l'Office fédéral des assurances sociales doit être consulté.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12149)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 46 Abs. 1; 47 Abs. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 46 al. 1; 47 al. 4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 50

Antrag der Minderheit

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Titel

Aktivreserve

Abs. 1



Militärdienstpflichtige, welche die Grund- und Verbandsausbildung absolviert haben und keine Kaderausbildung absolvieren, werden in die Aktivreserve eingeteilt.

Abs. 2

Die Dienstpflicht in der Aktivreserve beträgt 6 Monate.

Abs. 3

Die Aktivreserve kann innert Stunden mobilisiert werden.

Art. 50

Proposition de la minorité

(Fischer Roland, Allemann, Flach, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, Trede, van Singer, Voruz)

Titre

Réserve active

Al. 1

Les personnes astreintes au service militaire qui ont accompli l'instruction de base et l'instruction en formation et qui n'accomplissent pas d'instruction de cadres sont incorporées dans la réserve active.

Al. 2

La durée de l'obligation de servir dans la réserve active est de 6 mois.

Al. 3

La réserve active peut être mobilisée en quelques heures.

Le président (Rossini Stéphane, président): La proposition de la minorité est caduque.

Art. 52

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Graf-Litscher, Allemann, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Trede, van Singer, Voruz)

Abs. 3

...

a. ... mit eigenen Mitteln noch über den Arbeitsmarkt oder mit Unterstützung ...

...

Antrag der Minderheit

(Trede, Allemann, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, van Singer, Voruz)

Abs. 6

... die Kostentragung. Er verpflichtet:

a. Streichen

b. ... erwirtschaften, einen angemessenen Teil des Gewinns an den Ausgleichsfonds der Erwerbsersatzordnung zu überweisen;

c. das VBS dazu, Leistungsvereinbarungen abzuschliessen.

Art. 52

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Graf-Litscher, Allemann, Fischer Roland, Flach, Fridez, Galladé, Trede, van Singer, Voruz)

Al. 3

...

a. ... propres moyens, ni avec les ressources disponibles sur le marché du travail ni avec l'aide de la protection civile ...

...

Proposition de la minorité

(Trede, Allemann, Fridez, Galladé, Graf-Litscher, van Singer, Voruz)



Al. 6

Le Conseil fédéral règle la procédure et la prise en charge des coûts.

- a. Biffer
- b. Il oblige les demandeurs ...
- c. Il charge le DDPS de conclure ...

Abs. 3 – Al. 3

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12150)

Für den Antrag der Mehrheit ... 116 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 66 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Abs. 6 – Al. 6

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 14.069/12151)

Für den Antrag der Mehrheit ... 125 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 54 Stimmen

(1 Enthaltung)

AB 2015 N 1221 / BO 2015 N 1221

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu